



Alain Lambert
L'ancien ministre du Budget de Raffarin est chargé d'une mission sur la maîtrise des dépenses locales.

LE COME-BACK

L'ex-ministre encore au rapport

Alain Lambert symbolise bien la « missionite » aigüe qui frappe l'exécutif. L'Elysée a confié au président (divers droite) du conseil général de l'Orne et à Martin Malvy, patron PS de la région Midi-Pyrénées, une mission pour bâtir un « pacte de gouvernance financier durable » avec les collectivités et trouver « les voies et moyens pour mieux maîtriser les dépenses locales ». C'est la deuxième mission de l'année pour Lambert, qui avait déjà produit un rapport, en mars, sur la prolifération des normes pesant sur les... dépenses locales. L'ex-ministre du Budget connaît son sujet : en 2010, il avait déjà participé à un groupe de travail sur la « maîtrise des dépenses locales » aux côtés du

député (UMP) du Val-de-Maine, Gilles Carrez. Un nouveau rapport de trop ? « Cette fois, on se concentre sur les problèmes de pilotage des politiques publiques entre l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités », se justifie Lambert. Des rapports ont déjà été faits par l'élite administrative, mais pas par les élus, qui ont un regard différent. » Pourtant, en plus de ses fonctions locales, l'élus de 67 ans est lui-même magistrat à la Cour des comptes... ce qui fait d'ailleurs grincer des dents rue Cambon. Enfin, jamais à court d'idées sur le sujet, il sort, le 16 octobre, aux éditions Armand Colin, un livre intitulé *Déficits publics. La démocratie en danger*. D. B.